

## **Examen d'entrée en Formation professionnelle Continue 2025/26**

### **Parcours Administration du spectacle vivant**

#### **Admissibilité**

#### **Epreuve : texte sur la politique du spectacle vivant**

(Durée 3 heures. Coefficient 2)

Date de l'épreuve : lundi 14 avril 2025

14h00 -17h00

Note sur 20

**Vous noterez que :**

- L'usage du téléphone portable ou de tout objet connecté est interdit. Aucun document n'est autorisé.
- Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

Ce sujet comporte 8 pages, celle-ci incluse, s'il vous en manque une, merci de demander un nouvel exemplaire à votre surveillant de salle.

**SUJET :** Les politiques culturelles ont été fondées dès 1959 sur la notion de démocratisation culturelle. Cette notion fait depuis l'objet de débats récurrents au sein du champ culturel comme du champ politique, qu'il s'agisse de savoir en quoi consiste la démocratisation culturelle ou de statuer sur sa réussite ou son échec. A partir des trois documents joints et de vos propres réflexions et références, il vous est demandé d'analyser les enjeux sous-tendus par la notion de démocratisation culturelle et de proposer un regard critique sur cette notion. Les trois documents, dont vous devez prendre en compte la nature différente dans votre analyse (un discours politique, un document statistique, un article produit par un scientifique), sont les suivants :

- Discours d'André Malraux à l'Assemblée nationale le 27 octobre 1966
- Statistique ministérielle de la Culture, enquête 2018 ; les pratiques culturelles des Français
- Article de Fabrice Raffin paru dans The Conversation en octobre 2024

## Discours d'André Malraux : Présentation du budget de la culture à l'Assemblée nationale le 27 octobre 1966.



*André Malraux, ancien combattant de la Résistance, engagé dans sa jeunesse en faveur des communistes chinois et des républicains espagnols, est devenu en 1959 et ce, pour dix ans, ministre d'État chargé des Affaires culturelles.*

*Dans ce discours, il justifie les crédits alloués à son ministère dans le budget de 1967, il explique surtout l'esprit et l'ambition de sa politique culturelle faite d'ouverture et de tolérance. Il s'agit pour lui de continuer la grande politique éducative de Jules Ferry en tentant de démocratiser la culture auprès des masses.*

M. André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles.

[...]

On a appelé « beaux-arts » ou « direction générale des lettres et des arts », dans un certain nombre de pays, ce qui, en gros, correspondait aux achats de la cassette royale ou impériale. Mes prédécesseurs, au temps de Napoléon III, étaient des gens qui achetaient des tableaux et ne faisaient rien d'autre. Au besoin, lorsqu'on a construit l'Opéra, c'était de nouveau sur la cassette impériale. Et le Second Empire est mort avant que cette construction soit terminée.

Nous nous sommes donc trouvés, en Europe, héritiers d'un système scolaire à changer de fond en comble et d'un système dit des beaux-arts qui, lui, n'a jamais été changé.

L'œuvre pédagogique de la IIIe République est une des plus grandes qui ait été accomplie dans le monde jusqu'à l'alphabétisation de la Russie. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique.*)

Mais au moment où Jules Ferry faisait tout ce que nous savons, il ne faisait rien du tout pour les Beaux-arts, qui ne dépendaient pas vraiment de lui. On oublie toujours que, techniquement, il s'agissait d'un domaine annexe. Lorsqu'on disait que les enfants français devaient savoir lire, il n'était nullement question de faire des travaux sur le musée du Louvre. On disait seulement que les enfants auraient le droit d'aller au musée. C'était déjà très bien, mais c'était seulement cela.

Ce qui s'est passé en France s'est passé ailleurs. Les Républiques, en Europe, se sont puissamment attachées à créer des systèmes pédagogiques, mais aucune n'a créé un système artistique. Pourquoi ? Parce que l'art, en ce temps-là, c'était la bourgeoisie.

Ce qu'a fait Jules Ferry, c'est un mouvement réellement populaire, sans aucune démagogie. Disons clairement qu'il s'était demandé si les enfants de France sauraient lire, mais qu'on ne songeait à rien d'équivalent en ce qui concerne l'art. On ne disait pas que n'importe quel enfant devait comprendre Rembrandt, car cela n'aurait eu aucun sens. On n'a donc rien changé.

Tout au plus a-t-on fait l'école du Louvre, c'est-à-dire une école pour spécialistes.

La pédagogie, dans l'Europe entière, a été prise en main par la volonté révolutionnaire républicaine ; jamais l'art ne l'a été.

Lorsque la IV<sup>e</sup> République a disparu, nous nous sommes trouvés en face du même problème que nous aurions connu en 1875 et que rencontrent aujourd'hui l'Angleterre et même une partie de l'Allemagne fédérale, dans quelques Länder.

Il s'agit donc de bien se rendre compte de la situation. Pendant un certain temps, tout cela n'a pas eu d'importance. Des gens riches donnaient de l'argent pour les musées. L'État, lui aussi, accordait des crédits. C'était l'équivalent de l'ancienne cassette impériale ou royale.

Et maintenant, les gens vont se promener dans les musées. Tout à coup, après cette guerre, dans le monde entier, on s'est aperçu avec stupéfaction - il y a exactement dix ans - que le nombre des entrées dans les musées avait dépassé celui des entrées dans les stades, c'est-à-dire que dans une civilisation qui pose comme principe que le peuple entier est avant tout intéressé par le sport, il est parfaitement faux qu'il y ait plus de sportifs que de visiteurs des musées.

Cette première remarque avait son importance, mais on n'en avait pas tiré les conséquences. Or, elle était corroborée la semaine dernière par les résultats incroyables des sondages de l'IFOP auprès des jeunes. Vous savez d'ailleurs comme moi que ceux que l'on appelle les jeunes sont ceux qui sont âgés de 13 à 18 ans. (*Sourires.*)

Question : « Quelle activité voulez-vous trouver dans la maison où vous vous rencontrez ? »

Réponses : activités culturelles : 35,5 % ; sportives ; 33 % ; politiques : 9 % ; je passe sur le scoutisme : 3 %. (*Sourires.*)

Il faut bien comprendre qu'un fait extrêmement mystérieux se produit aujourd'hui dans le monde entier : les peuples sont en train de demander la culture, alors qu'ils ne savent pas ce que c'est.

Il se trouve que nous avons, les premiers, osé tenter cette chance. Je dis tenter cette chance, parce que, mesdames, messieurs, quand nous sommes allés à Bourges, pas un d'entre nous ne pensait que dans cette ville où Marie Dorval n'avait pas pu jouer Victor Hugo parce qu'il n'y avait pas assez de public, il y aurait deux fois plus d'abonnés qu'à la Comédie-Française.

Quand nous sommes allés à Amiens, nous pensions avoir 1 200 abonnés : il y en a 10 000 ! Et à Belleville, dans un coin qui est misérable, mais où l'équipe qui y travaille y travaille admirablement - j'espère bien d'ailleurs que dans les cinq ans à venir nous aurons un autre palais de Chaillot à

Belleville ou à Ménilmontant - nous avons cru qu'il y aurait 1 000 ou 1 500 abonnés. Nous en sommes à 20 000 en six semaines.

La maison de la culture est en train de devenir - la religion en moins - la cathédrale, c'est-à-dire le lieu où les gens se rencontrent pour rencontrer ce qu'il y a de meilleur en eux.

Comprenons bien que chaque fois que nous faisons dans une ville moyenne, une maison de la culture, nous changeons quelque chose d'absolument capital en France.

Alors, je sais que tout ce que nous faisons ne dépend pas que de vous, mais comme nous serons amenés à le faire ensemble, il est bon que vous le sachiez.

Vous aurez, nous dit-on, quatre, cinq ou six maisons de la culture avec le Ve Plan. Mais il ne s'agit pas du tout d'avoir quatre, cinq ou six maisons de la culture. Il ne s'agit pas d'avoir une jolie maison à Amiens où nous mettons des Fragonard. Il s'agit de faire ce que la IIIe République avait réalisé, dans sa volonté républicaine, pour l'enseignement ; il s'agit de faire en sorte que chaque enfant de France puisse avoir droit aux tableaux, au théâtre, au cinéma, etc., comme il a droit à l'alphabet.

Tout cela doit être conçu fortement ! Il y a deux façons de concevoir la culture : l'une, en gros, que j'appellerai « soviétique », l'autre « démocratique », mais je ne tiens pas du tout à ces mots. Ce qui est clair, c'est qu'il y a la culture pour tous et qu'il y a la culture pour chacun.

Dans l'un des cas, il s'agit, en aidant tout le monde, de faire que tout le monde aille dans le même sens - dans l'autre cas, il s'agit que tous ceux qui veulent une chose à laquelle ils ont droit puissent l'obtenir.

Je le dis clairement : nous tentons la culture pour chacun. (*Applaudissements sur les bancs de l'UNR-UDT et du groupe des républicains indépendants*)

Cette tentative signifie que nous devrions, dans les dix ans, avoir en France une maison de la culture par département.

Avec une maison par département nous ouvrons la France. Alors qu'il coûte extraordinairement cher de faire un ensemble de représentations sur cinq maisons de la culture, il est extrêmement bon marché, quand on a réalisé un prototype, de le multiplier par quatre-vingts.

Par conséquent, ne jouons pas à créer une maison de la culture par an, bien gentiment ; sérieusement, en sachant, mesdames, messieurs, que ce que je vous demande, c'est exactement vingt-cinq kilomètres d'autoroutes !

Pour le prix de vingt-cinq kilomètres d'autoroutes, nous maintenons que la France qui a été le premier pays culturel du monde en son temps, qui est en train de refaire des expériences sur lesquelles le monde entier a l'œil fixé, la France pour cette somme misérable, peut, dans les dix ans qui viendront, redevenir le premier pays culturel du monde.

Voilà exactement ce que j'avais à vous dire ! Voilà exactement ce que j'avais à vous demander. (*Applaudissements sur les bancs de l'UNR-UDT et du groupe des républicains indépendants.*)

## Statistiques ministérielles de la Culture

### L'enquête 2018

Menée tout au long de l'année 2018 auprès d'un échantillon de plus de 9 200 personnes en France métropolitaine, l'enquête sur les pratiques culturelles est la sixième édition d'une série commencée au début des années 1970 destinée à mesurer la participation de la population aux loisirs et à la vie culturelle.

Cette sixième édition permet d'observer l'évolution des pratiques culturelles depuis la précédente édition réalisée en 2008 mais aussi depuis la décennie 1970, et offre un panorama de près d'un demi-siècle des dynamiques des pratiques culturelles de la population âgée de 15 ans et plus.

Ci-dessous, le tableau dédié aux chiffres de fréquentation du spectacle vivant.

#### Ont assisté à un concert ou à un spectacle au cours des douze derniers mois

Sur 100 personnes de chaque groupe

##### Par tranches d'âge

	1973	1981	1988	1997	2008
15-19	49	43	47	52	53
20-24	46	48	48	48	49
25-39	40	43	43	46	49
40-59	31	27	33	39	41
60 et +	17	16	20	24	29
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

	1973	1981	1988	1997	2008
15-24	48	46	48	50	51
25-39	40	43	43	46	49
40-59	31	27	33	39	41
60 et +	17	16	20	24	29
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

##### Par sexe

	1973	1981	1988	1997	2008
Hommes	36	33	38	40	41
Femmes	31	33	34	39	42
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

##### Par diplôme

	1973	1981	1988	1997	2008
Aucun diplôme ou CEP	21	18	21	25	24
Brevet ou CAP	44	39	39	43	41
Bac ou équivalent	60	58	56	55	56
Etudes supérieures	65	65	70	69	69
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

**Par CS regroupée**

	<b>1973</b>	<b>1981</b>	<b>1988</b>	<b>1997</b>	<b>2008</b>
Autre	28	27	29	35	37
Cadres	64	63	76	76	75
Professions intermédiaires	60	56	54	55	57
Employés et ouvriers	38	34	34	34	35
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

**Par tranche d'unité urbaine**

	<b>1973</b>	<b>1981</b>	<b>1988</b>	<b>1997</b>	<b>2008</b>
Commune rurale	19	21	23	32	35
Moins de 20 000 habitants	33	25	32	36	35
De 20 000 à 100 000 habitants	32	29	29	38	38
Plus de 100 000 habitants	39	37	40	42	45
Paris intramuros	65	64	71	63	72
Reste de l'agglomération parisienne	44	50	55	47	51
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

**Par âge en huit postes**

	<b>1973</b>	<b>1981</b>	<b>1988</b>	<b>1997</b>	<b>2008</b>
15-19	49	43	47	52	53
20-24	46	48	48	48	49
25-34	44	44	45	46	49
35-44	32	37	40	43	47
45-54	28	26	31	40	42
55-64	27	22	25	33	38
65-74	16	14	21	29	34
75 et +	15	11	12	12	17
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>42</b>

Base : 1 979 3 861 4 997 3 002 5 004

Source : Enquêtes Pratiques culturelles, Deps, Ministère de la Culture, 2020

## **Entre-soi, distance sociale... le malaise culturel français n'est pas seulement financier**

**Par Fabrice Raffin, maître de Conférences à l'Université de Picardie Jules Verne et chercheur au laboratoire Habiter le Monde, Université de Picardie Jules Verne (UPJV)**

Publié le 14 octobre 2024 dans The Conversation

### **Au-delà, des mouvements d'indignation des milieux culturels envers le vote d'extrême droite, l'onde de choc des législatives aurait-elle pour effet d'engager une véritable réflexion sur l'offre culturelle publique en France ?**

---

Les moments de réflexion dans les instances professionnelles du monde de la culture se multiplient depuis juin. Si dans le jeu politique, la problématique de la baisse des subventions, portée par les organisations syndicales du secteur comme le Syndecac, monopolise le débat, dans la réalité quotidienne des professionnels de la culture subventionnée, un questionnement de plus en plus lancinant et profond domine : à quoi sert-on ? Et, selon les termes entendus de la part d'un responsable d'un réseau de compagnies d'arts de rue, « à quoi correspond notre prétention à apporter la culture aux populations » ?

#### **Trop d'« entre-soi » ?**

Par rapport au débat sur le financement de la culture, il faut peut-être mesurer combien le malaise relève moins d'une question comptable ou d'accès aux équipements, que d'une interrogation sur les missions d'un service culturel public et de ses contenus artistiques. La récurrence de certains mots ne manque pas d'interpeller depuis juin, depuis l'article d'Ariane Mnouchkine dans *Libération*, entre autres : *petit monde*, *entre-soi*, *élitisme*, *narcissisme*, *sectarisme*.

Les tentatives d'ouverture ne manquent pourtant pas depuis plusieurs décennies. Des tentatives qui se fondent sur la médiation culturelle ; qui jouent d'une sorte d'injonction faite aux artistes d'adopter une posture de travailleur social, d'éducateur devant aller vers les publics dits « éloignés » (moyen pour eux, souvent, d'accès à la subvention) ; des tentatives qui sont financières à travers un Pass Culture dont on mesure aujourd'hui que, s'il a des aspects positifs, il profite surtout au secteur privé. Des tentatives d'ouverture des institutions culturelles qui passent aussi par la mobilisation de nouveaux concepts, comme les droits culturels ; concepts aussitôt vidés de leur sens pour continuer, à de rares exceptions, de privilégier la diffusion de formes artistiques classiques, si ce n'est dans leur forme, tout au moins dans leur conception des publics. Aucune de ces tentatives ne semble pouvoir faire bouger les statistiques d'accès aux institutions culturelles publiques que ce soit en termes de nombre de visiteurs réels (au-delà des statistiques gonflées par les équipements eux-mêmes) et surtout d'appartenance sociale.

Même lorsque, enfin, l'ouverture tente de jouer de la proximité spatiale, à travers une politique « d'équipements », le fameux « maillage culturel territorial », rien n'y fait. Parce qu'à bien y regarder,

il s'agit bien plus d'une question de distance sociale que de distance spatiale. Parce qu'en effet, à propos des institutions culturelles publiques persiste l'idée du « ce n'est pas pour moi ».

### **La question de l'accès à la culture**

Alors peut-être faudra-t-il affronter le fondement de ce rejet tout à la fois social et culturel. Social, parce qu'il identifie les institutions culturelles à une catégorie de la population, la plus aisée, la plus éduquée. De fait, à l'analyse, sous couvert de démocratisation, les professionnels de la culture et leurs publics attirés définissent ensemble une culture institutionnelle qui est surtout « la leur » et correspond fort peu aux désirs de la majorité des Français – la notion « d'entre soi » trouve ici son fondement.

Sur cette base également, peut-être faudra-t-il sortir de l'idée fautive que certains Français n'ont pas accès à la culture. Ce n'est pas parce qu'un nombre conséquent d'entre eux ne fréquentent pas les institutions culturelles qu'ils n'ont pas accès à la culture. Au contraire, loin d'être éloignés de la culture, une majorité de Français ont bien en la matière des attentes et leurs propres pratiques, hors institutions. Mais il faudrait alors, pour les reconnaître, sortir d'une conception de la culture classique.

Les pratiques de la majorité des Français sont culturelles, non parce qu'elles donnent accès à des œuvres socialement valorisées par une élite, mais parce qu'elles permettent une expérience hors du commun, faite d'émotion, de plaisir et de fête. Une conception qui valorise la participation durant les moments culturels, par la danse, le chant, les cris, le faire. Une conception dionysiaque qui diverge pour beaucoup de celle des institutions engagées elles, dans une perspective contemplative tout apollinienne avec pour buts, l'éducation, la connaissance, une attente d'éclairage sur la condition humaine. Ensemble d'attentes que permettraient de réaliser des objets artistiques d'excellence appelés œuvres, toutes choses souhaitables par ailleurs, ce n'est pas la question.

Certaines collectivités territoriales sont bien conscientes du malaise et des attentes réelles des populations. Elles tentent d'ouvrir leurs financements à des initiatives plébiscitées localement, ce qui ne manque de provoquer des tensions avec les professionnels légitimes, lorsque les élus essaient de développer des formes grand public, proche du loisir et de l'évènementiel. Rachida Dati elle-même semble prendre au sérieux la situation lorsque lors de son premier mandat, elle demande que le secteur socioculturel soit réintégré dans le Ministère. De même, les conclusions du rapport « Culture et ruralité » insistent sur la prise en compte des initiatives locales. Mais lorsque le rapport préconise que la mise en œuvre du plan soit réalisée par les DRAC, garantes en Région de la qualité artistique du Ministère, on peut s'interroger sur l'ouverture réelle à ces formes locales.

Bien sûr, ce qui relève ici d'une présentation binaire, entre deux idéaux types culturels, est bien plus nuancé dans la réalité. Il existe entre ces deux extrêmes toute une gamme de pratiques culturelles hybrides, oscillant vers l'un ou l'autre extrême. Mais pour sortir du malaise, s'il convient de continuer à soutenir les formes de la grandeur artistique de demain, peut-être faudrait-il aussi reconnaître et laisser vivre les cultures du quotidien de la majorité des populations ?